SELON UN RESPONSABLE DE LA BANQUE D'ALGÉRIE

Les transactions informelles se chiffrent en milliards de dollars

La Banque d'Algérie donne enfin un indicateur qui pourrait renseigner sur l'ampleur de l'économie informelle : le volume de la monnaie fiduciaire en circulation. Un argent qui échappe au contrôle des banques et qu'on utilise dans des transactions courantes, réglées plutôt «cash».

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Il est ainsi estimé, dans la note conjoncturelle sur les tendances monétaires et financières au premier semestre 2011, communiquée lundi par le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Leksaci, à 26 % du total de la masse monétaire (hors dépôts du secteur des hydrocarbures). Une part «relativement stable» pour reprendre les termes de cette note conjoncturelle. Le volume des billets et monnaies en circulation est, précise-t-on, de près de 2 350 milliards de dinars (2 346,777 exactement), soit une progression de 10,67 % comparativement à décembre 2010. La note n'indique pas la valeur exacte de la monnaie fiduciaire en circulation. Le quart de cette masse monétaire (26 % en monnaie fiduciaire) équivaut néanmoins à plus de 600 milliards de dinars (sept milliards de dollars environ). Des liquidités indispensables pour les transactions courantes, mais pas seulement. «La monnaie fiduciaire en circulation a continué à progresser de manière significative, soit de plus de 10,21 %, indiquant la persistance de la demande de cash liée à l'expansion du marché informel et/au phénomène de thésaurisation», expliquent les rédacteurs de la note. La Banque d'Algérie a, ainsi, dû accroître la production et l'émission de billets de banque pour répondre aux besoins en liquidités. «L'envolée des retraits de la monnaie fiduciaire auprès des CCP durant les six premiers mois de 2011, en contexte de faible reflux en la matière via les banques, a amené la Banque d'Algérie à accroître significativement la production et l'émission de billets de banque», peut-on lire dans le même bulletin conjoncturel.

«L'informel, ce n'est pas la mission de la Banque d'Algérie»

Lors de son passage hier à la Radio algérienne où il était «L'invité de la rédaction» de la Chaîne III, Djamel Benbelkacem, directeur conseiller à la Banque d'Algérie n'a pas également manqué de revenir sur cette question de l'informel. «La Banque d'Algérie a essayé d'apporter des solutions par l'émission de nouveaux billets de 2 000 DA, entre autres mesures. Cela a réduit les tensions sur les liquidités», avance-t-il. «Encourage-t-on ainsi l'informel par l'émission de billets d'une telle valeur ?», s'interroge l'animatrice. «L'informel existe indépendamment de cela. C'est un phénomène qui porte préjudice au pays mais ce n'est pas la mission de la Banque d'Algérie», réplique son invité. Invité, dans le même contexte, à quantifier la monnaie fiduciaire en circulation, M. Benbelkacem s'est dit «ne pas avoir de chiffre en tête», lui demandant pour sa part à «faire des calculs» : «Elle représente 26 % de la masse monétaire.» L'émission portant sur les tendances monétaires et financières dégagées par la Banque d'Algérie dans la note conjoncturelle citée plus haut, M. Benbelkacem a eu également à expliquer le point de vue du gouvernement sur la nécessité de constituer des réserves de change et la suspension du crédit à la consommation. Mesures visant plutôt à préserver l'économie nationale contre d'éventuels chocs externes dus à la volatilité des prix des hydrocarbures et à réduire la facture des importations.

L. H.

ALORS QUE LES FORCES DE L'ANP POURSUIVENT LEUR OPÉRATION À M'CHEDALLAH

Un jeune citoyen kidnappé puis relâché par les terroristes

Lundi, aux environs de 23 h, un jeune citoyen de la commune de Saharidj, à 50 km à l'est de Bouira, a été intercepté par un groupe de terroristes composé de quatre éléments, armés de kalachnikovs, alors qu'il se rendait chez lui, à bord de son camion.

Les terroristes qui s'étaient cachés à l'intérieur du camion pour échapper aux militaires présents sur cette route, très surveillée depuis le début du mois d'août, et où il y a une semaine, un terroriste a été abattu, ont obligé le jeune homme à les transporter jusqu'au col de Tizi-N'kouilal, en pleine montagne du Djurdjura, aux frontières avec la wilaya de Tizi-Ouzou, avant de lui prendre tout ce qu'il avait sur lui, y compris ses effets vestimentaires, le laissant en sous-vêtements, et disparaître avec son camion. Deux jours auparavant, ce fut un citoyen du village Selloum, dans la commune limitrophe d'Aghbalou, à 70 km à l'est de Bouira, d'être la victime de ces terroristes.

Un groupe composé d'une dizaine d'éléments l'avait intercepté au niveau d'une route communale, en pleine montagne, reliant les deux communes citées. Après l'avoir délesté de son argent et de son portable, les terroristes l'ont roué de coups avant de l'abandonner.

Depuis plusieurs semaines, les troupes de l'ANP, appuyées par les forces spéciales des parachutistes, ont entamé un bouclage au niveau de la forêt d'Ighil Iguenni, située entre les communes de Saharidj et M'chedallah, là où un important groupe terroriste serait localisé et cerné.

Des sources au fait de la question sécuritaire n'excluent pas la présence de ces groupes terroristes aux abords de cette forêt, dans un but de faire diversion, pour disperser les forces de l'ANP et permettre au groupe terroriste encerclé de desserrer cet étau qui se resserre de plus en plus sur lui.

H. M.

ALLÉGEMENT DES HORAIRES DU PRIMAIRE

C'est le cafouillage !

La rentrée scolaire ne s'est pas faite sans couacs, notamment au cycle primaire. La mesure d'allégement des programmes décidée par le ministère de l'Education n'est pas respectée. Plusieurs écoles de la capitale ont pris la liberté de libérer les enfants à 14h30, ne proposant aucune activité au-delà.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La note instituant l'allégement des programmes a-t-elle été suffisamment vulgarisée ? Visiblement pas. Plusieurs chefs d'établissement, en affichant les horaires, n'ont visiblement pas pris en compte les instructions ministérielles. Ils ont, en effet, décidé de libérer les enfants à 14h30 au lieu de proposer jusqu'à 15h30 des activités périscolaires.

Les directives du ministère ont-elles été mal comprises ? S'agit-il d'une mauvaise interprétation ? Hier, le cafouillage régnait encore. Plusieurs enseignants justifiaient la décision de ne pas garder les enfants à l'intérieur des établissements scolaires par le flou entourant la directive. Il semblerait que celle-ci ait été mal comprise ou que faute d'un canevas d'activités à proposer aux élèves, les chefs d'établissement aient tout simplement décidé d'ignorer ladite directive. L'allégement des programmes semble avoir été perçu comme un moyen de vider les écoles dès 14h30, ce qui est contraire à l'esprit même de la mesure.

En permettant aux élèves du primaire de terminer les cours à 14h30, le ministère de l'Education tablait sur la création d'une vie scolaire à travers des activités sportives, éducatives...

Il s'agissait de réunir élèves et enseignants autour de projets en dehors des activités purement scolaires et de développer les capacités des enfants hors de la compétition liée aux notes et aux résultats scolaires. Pourquoi cette mesure pourtant prise en fin d'année dernière peine-t-elle à être appliquée ? Les chefs d'établissement ont-ils tous été informés de la modalité d'application de cette mesure ? Visiblement, le mécanisme n'a pas correctement fonctionné et l'information n'a soit pas du tout circulé soit elle a mal été comprise.

Sur le terrain, les conséquences sont pourtant visibles : des élèves censés rester au sein des établissements scolaires jusqu'à 15h30 sont libérés une heure avant, les privant des activités périscolaires et obligeant les parents travaillant à recourir au système D pour pouvoir être présents lors de la sortie des classes.

Une situation des plus ambiguës qui nécessitera certainement l'intervention du ministère de l'Education pour rappeler à la famille de l'éducation que la mesure prise ne peut être laissée à l'appréciation des établissements au risque de la voir totalement dénaturée.

N. I.

M'SILA : LA DIRECTION DE L'ÉDUCATION CADENASSÉE

Le directeur de l'éducation promet d'ouvrir une enquête

Un sit-in a été organisé hier devant le siège de l'académie de M'sila à l'appel du syndicat autonome UNPEF (l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation) où une centaine de personnes du secteur, toutes fonctions confondues, ont cadenassé le grand portail de la Direction de l'éducation.

Ces personnes ont interdit ainsi l'accès à tout le monde, que ce soit les fonctionnaires ou les visiteurs, et bloqué la route, dans les sens, longeant le siège de la wilaya.

Les protestataires criaient des slogans hostiles aux employés du service du personnel, notamment le chef de service, dénonçant les dépassements enregistrés, consignés dans une missive de réclamation destinée aux différents responsables du secteur et aux autorités de la wilaya.

Les griefs retenus sont le retard enregistré dans le traitement des affaires entassées dans les bureaux de ce service, notamment les affectations qui n'arrivent jamais à temps pour pouvoir agir frauduleusement dans ce sens, comme c'est indiqué dans la missive, on peut se permettre de faire réussir ou éliminer le candidat de leur choix dans les différents examens pour un emploi, ouvrir ou fermer des postes budgétaires d'une manière aléatoire, transformer le service du personnel en commission de discipline pour enquêter et infliger n'importe quelle punition au contrevenant, se substituer à la commission paritaire, commettre des erreurs flagrantes dans l'application des règlements, comme procéder à retarder les promotions de quelques fonctionnaires et oublier d'autres, désigner et affecter des enseignants dans les services de l'académie sans la moindre expérience.

D'ailleurs, quelques fonctionnaires nouvellement désignés abandonnent leurs élèves sans être remplacés. Les agents de ce service se mêlent même du travail de la commission paritaire voulant entraver son activité par la pression et en cachant les circulaires et les différents règlements.

Enfin, le bureau de l'UNPEF termine sa liste de revendications par la demande d'une commission ministérielle en vue d'arrêter ce scandale et mettre fin à la corruption qui a touché ce service.

A. Laïdi

BÉJAÏA

Des citoyens en colère scellent les sièges de l'APC et de la daïra d'Adekar

La grogne citoyenne ne cesse de s'amplifier à travers les municipalités de la wilaya de Béjaïa. Hier encore, plusieurs centaines de citoyens représentant certains villages de la commune d'Adekar sont revenus à la charge en procédant à la fermeture des sièges de l'APC et de la daïra pour exprimer leur colère contre la dure situation de sous-développement dans laquelle végète leur municipalité depuis plusieurs années.

«Economiquement, socialement et culturellement, notre commune s'enfonce dans la misère», font constater amèrement, les comités de village et les animateurs du mouvement associatif local, initiateurs de la protestation. Cette situation est imputée par les protestataires aux autorités locales qui «font preuve de carence manifeste».

«Le cadre de vie laisse à désirer. Les habitants souffrent dans l'indifférence totale des pouvoirs publics. Dans les villages, la misère morale et la détresse sociale sont poignantes (…). Une discrimination dans le traitement des villages est pratiquée. Résultat : quelques villages absorbent l'essentiel des projets, tandis que d'autres sont bernés par des demi-mesures et des actions en trompe-l'œil.

Des promesses jamais honorées et des engagements sans cesse reniés, nos droits sont bafoués et sacrifiés sur l'autel d'un affairisme rampant», se plaignent les villageois protestataires qui ont observé un rassemblement devant les deux bâtiments administratifs de l'APC et de la daïra.

Les citoyens protestataires réclament, à travers leur action musclée de fermeture des sièges de la daïra et de l'APC, une équité dans la répartition des moyens entre villages ainsi que la prise en charge des préoccupations de leurs villages, la transparence et la justice sociale dans l'attribution des logements sociaux, la concrétisation de la promesse de raccordement au réseau de gaz naturel, l'aménagement du centre urbain, la couverture postale et la connexion internet pour les villages dépourvus, la suppression de la décharge publique et une réelle politique d'hygiène publique. Il convient de rappeler que c'est la deuxième manifestation de rue, observée par les villageois d'Adekar, en l'espace d'une quinzaine de jours, sous les mêmes mots d'ordre.

Les moniteurs des auto-écoles, exerçant à Akbou, sont également montés au créneau dans la matinée d'hier, en scellant le siège de l'APC d'Akbou pour protester contre les mauvaises conditions de travail dans le circuit automobile réservé aux examens du permis de conduire.

Un circuit automobile qui sert actuellement de parking payant, cédé par les autorités municipales dans un cadre social à des jeunes chômeurs alors que les travaux d'aménagement du nouveau circuit prévu dans la même localité ne sont toujours pas achevés, reprochent les manifestants.

A. K.